



L'Oncle Sam soutient des «terroristes islamiques»

Opérations secrètes du gouvernement Bush dirigées contre l'Iran, le Liban et la Syrie

Par [Prof Michel Chossudovsky](#)

Mondialisation.ca, 19 juillet 2007

19 juillet 2007

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Militarisation](#)

L'Administration Bush a reconnu que les Etats-Unis menaient des opérations militaires secrètes contre l'Iran et la Syrie. Leur objectif déclaré est de ruiner leur économie et leur système monétaire. Le tristement célèbre Iran-Syria Policy and Operations Group (ISOG), créé au début de 2006 et qui comprend des hauts fonctionnaires de la Maison Blanche, du Département d'Etat, de la CIA et du ministère des Finances, avait pour mission de déstabiliser la Syrie et l'Iran et de provoquer un «changement de régime»:

«L'Iran-Syria Policy and Operations Group (ISOG), s'est réuni chaque semaine pendant presque toute l'année 2006 pour coordonner les opérations consistant notamment à restreindre l'accès de l'Iran aux institutions de crédit et aux banques, organiser la vente de matériel militaire aux voisins de l'Iran et soutenir les forces d'opposition aux deux régimes.» (Boston Globe du 25 mai)

L'ISOG avait également accordé une assistance secrète à des groupes d'opposition et à des dissidents iraniens. Le stratagème de propagande du Groupe consistait à alimenter les médias en fausses nouvelles et à «provoquer une indignation internationale à l'encontre de l'Iran». (Boston Globe du 2 janvier)

Volte-face de la politique à l'égard de l'Iran et de la Syrie?

Récemment, Washington a annoncé une volte-face apparente: plus d'opérations secrètes perfides dirigées contre les «ennemis voyous» au Moyen-Orient. L'ISOG a été dissous sur ordre du président Bush. Selon des fonctionnaires du Département d'Etat, les Etats-Unis ne veulent plus être impliqués dans des «opérations d'agression [secrètes] contre l'Iran et la Syrie».

«Le Groupe était devenu la cible de personnes critiquant le gouvernement qui craignaient qu'il prépare des opérations secrètes risquant de dégénérer en un conflit armé avec l'Iran et la Syrie. Le climat de secret qui entourait le Groupe quand il avait été créé en mars 2006, ajouté au fait qu'il était calqué sur une commission spéciale similaire sur l'Iran, contribua à le rendre suspect.

Un haut fonctionnaire du Département d'Etat a déclaré que le Groupe a été dissous à cause de l'idée très répandue qu'il avait été constitué pour provoquer des changements de régime. Des fonctionnaires du Département d'Etat ont déclaré que l'objectif du Groupe Iran-Syrie était de persuader les deux ré-gimes de changer de comportement et non de les renverser.» (Ibid.)

Faut-il les croire?

Les analystes de politique étrangère ont estimé que la décision de Washington était la preuve d'un «assouplissement» de la stratégie américaine au Moyen-Orient. Pour eux, le gouvernement Bush a abandonné l'idée des «changements de régime» au profit d'une approche plus souple consistant à engager un dialogue constructif avec Téhéran et Damas. Les opérations secrètes auraient été troquées contre une authentique diplomatie internationale: La dissolution de l'ISOG a lieu au moment où le gouvernement Bush se lance dans d'importants efforts en vue d'entretiens à un haut niveau avec l'Iran et la Syrie. [...]

Peu avant que l'ISOG soit dissous, la Secrétaire d'Etat Condoleezza Rice avait lancé une importante initiative visant à engager l'Iran et la Syrie dans un effort régional en vue de stabiliser l'Iraq, inversant complètement une politique pratiquée depuis longtemps qui consistait à éviter les contacts à un haut niveau avec ces pays.

Pendant des années, le gouvernement Bush a évité les rencontres avec la Syrie. [...] Mais Rice a rencontré ce mois-ci le ministre syrien des Affaires étrangères en Egypte, première entrevue à un haut niveau entre les deux pays depuis 2004, et lundi, l'ambassadeur américain en Iraq Ryan Crocker doit rencontrer son homologue iranien à Bagdad.

Kenneth Katzman, spécialiste du Moyen-Orient du Congressional Research Service, a déclaré que pour lui, ce n'était pas un hasard si l'ISOG avait été dissous au moment où le Département d'Etat commençait ses avancées diplomatiques.

«Je pense que la raison d'être de ce groupe était de provoquer des changements de régime mais la stratégie de Rice est toute différente», a déclaré Katzman, les partisans des changements de régime au sein de l'Administration sont vraiment devenus bien moins influents.» (Ibid.)

Les opérations secrètes ont eu lieu en même temps que la feuille de route militaire comprenant les divers scénarios de guerre américains envisagés depuis le lancement du Theater Iran Near Term (TIRANNT) («Théâtre iranien à l'approche de son échéance»), projet de guerre contre l'Iran) en mai 2003, à peine un mois après l'invasion de l'Iraq. Ces scénarios de guerre envisagent explicitement un changement de régime :

«Avec TIRANNT, les planificateurs de l'Armée et le Commandement central américains ont examiné des scénarios de guerre contre l'Iran à la fois à court et à plus long terme comprenant tous les aspects d'opérations militaires importantes, de la mobilisation et des déploiements de forces aux opérations visant à établir la stabilité après le changement de régime.» (William Arkin, Washington Post du 16 avril 2006)

Les Etats-Unis sont sur le pied de guerre et les diverses opérations secrètes et les opérations psychologiques – qui fournissent systématiquement à les médias des images méprisables du chef de l'Etat iranien, font partie intégrante des services de renseignements militaires et de l'arsenal de propagande.

A leur tour, les opérations secrètes sont coordonnées avec les déploiements de forces armées américaines, israéliennes et de l'OTAN dans la Méditerranée orientale et le golfe Persique, y compris le commandement des importantes manœuvres effectuées presque en permanence depuis l'été 2006.

Les opérations secrètes de la CIA dirigées contre l'Iran

En même temps que l'annonce de la dissolution de l'ISOG, «la CIA a reçu l'aval secret du Président pour monter une opération secrète visant à déstabiliser le gouvernement iranien, selon d'anciens et actuels membres de la Communauté du renseignement [...]» (ABC News Report du 22 mai). Cette initiative parallèle organisée par la CIA qui «a été approuvée par les responsables de la Maison Blanche et des agents de la Communauté du renseignement» a en gros le même mandat que le défunt ISOG:

«Des sources qui se sont exprimées sous couvert d'anonymat en raison de la nature délicate du sujet affirment que le président Bush a signé un non-lethal presidential finding (directive présidentielle n'impliquant pas le meurtre) qui met en branle un plan de la CIA qui, semble-t-il, comprend une campagne de propagande coordonnée, de la désinformation ainsi qu'une manipulation de la monnaie et des transactions financières internationales iraniennes.»

«Je ne puis ni confirmer ni infirmer qu'un tel programme existe ou que le président l'a signé, mais ce serait compatible avec une approche américaine générale qui consiste à essayer de trouver des moyens de pression sur le régime», a déclaré Bruce Riedel, un ancien agent de la CIA haut placé depuis peu à la retraite qui s'était occupé de l'Iran et d'autres pays de la région.

Un porte-parole du Conseil national de sécurité, Gordon Johndroe, a déclaré que «la Maison Blanche ne faisait pas de commentaires sur les questions concernant les services de renseignements». Et, selon un porte-parole de la CIA, «nous ne faisons pas de commentaires sur les allégations d'opérations secrètes.» (ABC News Report du 22 mai)

Le plan de la CIA était apparemment «destiné à faire pression sur l'Iran afin qu'il mette fin à son programme d'enrichissement nucléaire et cesse d'aider les insurgés d'Irak». Cette opération secrète, selon des responsables américains, était une solution plus modérée que celle d'une attaque militaire de l'Iran, option préférée par le vice-président Dick Cheney et d'autres vautours du gouvernement:

«D'anciens et d'actuels agents des services de renseignements disent que l'approbation de l'opération secrète par le gouvernement signifie que, pour l'instant, il a décidé de ne pas poursuivre son option militaire contre l'Iran.»

«Le vice-président Cheney a aidé à orienter les partisans de l'attaque militaire», a déclaré l'ex-agent de la CIA Riedel, «mais je pense qu'ils sont parvenus à la conclusion que cette solution avait plus d'inconvénients que d'avantages.» (Ibid.)

Les opérations secrètes des services de renseignements dirigées contre l'Iran et la Syrie ne sont pas une alternative à une opération militaire. Tout au contraire. Le plan de la CIA était destiné à appuyer la stratégie de Washington visant à déstabiliser l'Iran et la Syrie, à la fois par des moyens militaires et par des moyens non militaires comprenant des opérations des services de renseignements.

Lâcher des brigades islamiques en Iran

En relation avec l'Iran, les services secrets américains ont soutenu un groupe terroriste pakistanais, le Jundullah (Brigade divine) qui a mené des attaques terroristes en Iran. Le groupe opère «à partir de bases dans la région accidentée aux frontières de l'Iran, du

Pakistan et d'Afghanistan».

«Des sources émanant des services secrets américains et pakistanais ont confié à ABC News qu'un groupe tribal de militants pakistanais responsable d'une série d'attaques de guérilla meurtrières en Iran a été secrètement encouragé et conseillé par des responsables Américains depuis 2005.

Ce groupe, appelé Jundullah, se compose de membres de la tribu Baluchi et opère hors du Baloutchistan pakistanais, juste à la frontière de l'Iran.

Il est responsable de la mort et de l'enlèvement de plus de 12 soldats et fonctionnaires iraniens.» (ABC News du 2 avril)

Abd el Malik Regi, chef du Jundullah, commande une force de quelques centaines de guérilleros qui «organisent à la frontière de l'Iran des attaques de militaires et d'agents des services secrets iraniens, les enlevant et les exécutant sous l'objectif d'une caméra. [...] Très récemment, Jundullah a revendiqué une attaque qui a tué en février au moins 11 membres des Gardiens de la Révolution iraniens circulant à bord d'un bus dans la ville iranienne de Zahedan.» (Ibid.)

Des sources gouvernementales américaines ont reconnu que le chef du Jundullah «a des contacts réguliers avec des responsables américains» mais nie tout «financement direct» du groupe par les services secrets américains.

En ce qui concerne les opérations se-crètes, la CIA ne procède jamais à des financements «directs». Elle procède toujours indirectement, notamment par l'intermédiaire des services secrets pakistanais Inter Services Intelligence (ISI) qui, depuis la guerre entre l'Union soviétique et l'Afghanistan, soutiennent des groupes terroristes islamiques, ou en finançant les camps d'entraînement et des madrassahs. En fait, le rôle insidieux des Services secrets pakistanais (au nom de la CIA) est reconnu ouvertement par les Services de renseignements américains:

«Des sources des Services de renseignements américains affirment que le Jundullah a reçu de l'argent et des armes par l'intermédiaire des armées afghane et pakistanaise et des services secrets pakistanais. Officiellement, le Pakistan a nié tout lien.» (Brian Ross and Christopher Isham, «The Secret War Against Iran», 3 avril)

D'autres canaux utilisés par les services secrets américains pour financer le terrorisme sont l'Arabie saoudite et les Etats du Golfe où l'argent est transmis à différents groupes de militants islamiques au nom de l'Oncle Sam. «Certains anciens agents de la CIA disent que l'arrangement [avec le Jundullah] rappelle la manière dont le gouvernement américain a utilisé des armées opérant par procuration et financées par d'autres pays dont l'Arabie saoudite pour déstabiliser le gouvernement du Nicaragua dans les années 1980 [affaire Iran-Contra].» (Ibid.)

Origines historiques du «terrorisme islamique»

Paradoxalement, on dit que les groupes islamiques sont de mèche avec Téhéran. L'Iran, pays à prédominance chiite, est accusé d'abriter des terroristes islamiques sunnites alors qu'en réalité ce sont des éléments à la solde des services secrets américains soutenus directement par Washington.

Le rôle des services secrets américains dans le soutien aux «terroristes islamiques» est prouvé. Les opérations secrètes en Iran font partie d'un plan cohérent. Les plans pas tellement secrets des services secrets américains mis en œuvre en Asie centrale et au Moyen-Orient consistent à provoquer l'instabilité politique et à fomenter des conflits ethniques en soutenant des «organisations terroristes islamiques», afin d'affaiblir des Etats nations et de déstabiliser des pays souverains.

Depuis le déclenchement de la guerre entre l'Union soviétique et l'Afghanistan et pendant toutes les années 1990, un aspect essentiel des activités de la CIA a consisté à apporter un soutien secret à des «organisations terroristes islamiques»:

En 1979, «la plus importante opération secrète de l'histoire de la CIA» a été lancée en riposte à l'invasion soviétique de l'Afghanistan visant à soutenir le gouvernement pro-communiste de Babrak Kamal. (cf. Fred -Halliday, «The Un-great Game, the Country that lost the Cold War, Afghanistan, New Republic», 25 mars 1996 / Ahmed Rashid, *The Taliban: Exporting Extremism*, Foreign Affairs, November-December 1999 / Michel Chossudovsky, «America's War on Terrorism», Global Research, 2005, Ch. 2)

Grâce au soutien actif de la CIA et des services secrets pakistanais, «quelque 35 000 extrémistes musulmans de 40 pays musulmans sont allés se battre en Afghanistan entre 1982 et 1992. Des dizaines de milliers d'autres sont allés étudier dans des madrassahs pakista-naises. Finalement, plus de 100 000 extrémistes musulmans étrangers ont été directement influencés par le djihad afghan.» (cf. Chossudovsky, op. cit.)

Les opérations secrètes de soutien aux «brigades islamiques» se sont poursuivies après la guerre froide. Le réseau étendu des services de renseignements militaires de l'ISI n'a pas été démantelé après la guerre soviéto-afghane. La CIA a continué de soutenir le djihad islamique issu du Pakistan. De nouvelles initiatives secrètes ont été lancées en Asie centrale, au Moyen-Orient et dans les Bal-kans. L'Armée et les services secrets du Pakistan «ont servi de catalyseur à la désintégration de l'Union soviétique et à l'émergence de six nouvelles républiques islamiques en Asie centrale. (Ibid.) Pendant ce temps, des missionnaires islamiques de la secte wahhabite d'Arabie saoudite se sont installés dans les républiques musulmanes de l'ex-Union soviétique ainsi que dans la Fédération de Russie, gagnant du terrain sur les institutions de l'Etat laïc.» (Ibid.)

Un phénomène semblable s'est produit dans les Balkans. A partir du début des années 1990, le gouvernement Clinton a soutenu le recrutement des moudjahidin d'Al Qaïda pour qu'ils aillent se battre aux côtés de l'Armée musulmane bosniaque. Ironie du sort, c'est le Parti républicain, dans un document publié par la Commission du Parti républicain du Sénat qui accuse Clinton non seulement d'«implication manifeste dans l'approvisionnement en armes du réseau islamique» mais également de collaboration avec la *Third World Relief Agency* (Agence d'aide au tiers monde), «organisation humanitaire bidon basée au Soudan et supposée liée à des piliers du réseau terroriste islamique comme Cheikh Omar Abdel Rahman (cerveau reconnu coupable de l'attentat de 1993 contre le World Trade Center) et Oussama Ben Laden [...]» (Le document original peut être consulté sur le site de la Commission du Parti républicain du Sénat (senateur Larry Craig): www.senate.gov/~rpc/releases/1997/iran.htm .)

Depuis le déclenchement de la guerre globale contre le terrorisme à la suite du 11-Septembre 2001, de nombreux documents révélant les liens insidieux des services secrets américains avec le «réseau terroriste isla-mique» ont été soigneusement soustraits à la

consultation publique.

Soutien américain à des «terroristes islamiques» au Liban

Les récents meurtres de civils dans les camps de réfugiés palestiniens dans le nord du Liban résultaient de la confrontation entre le Fatah Al Islam et les forces armées libanaises. Le Fatah Al Islam est un groupe fondamentaliste sunnite essentiellement non palestinien qui opère à l'intérieur des camps de réfugiés. Il est également influencé par la secte wahhabite d'Arabie saoudite qui a participé aux opérations secrètes de la CIA depuis le déclenchement de la guerre soviéto-afghane.

Les forces armées libanaises ont participé à des attaques des camps visant à déraciner les réfugiés palestiniens. Le nombre des militants du Fatah Al Islam (composé de combattants saoudites, syriens, yéménites et marocains) à l'intérieur du camp était, selon la presse, de l'ordre de 150 à 200. L'offensive de l'armée libanaise a été disproportionnée, ce qui a fait d'innombrables tués parmi les civils.

«Pourtant cet assaut du camp a été totalement approuvé par la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice. «Le gouvernement Siniora lutte contre un ennemi extrémiste extrêmement acharné,» a-t-elle déclaré, «mais le Liban fait ce qu'il doit en essayant de protéger sa population, de faire respecter sa souveraineté si bien que nous soutenons entièrement le gouvernement Siniora et ce qu'il essaie de faire.»

Le Liban a recouru à la police contre ce petit groupe pour demander aux Américains une aide militaire de 280 millions de dollars destinée à réprimer ce qu'il appelle de manière grandiloquente un «soulèvement». Le porte-parole du Département d'Etat Sean - McCormack a déclaré que Washington examinait la demande de financement dont 220 millions iraient aux forces armées libanaises et 60 millions aux forces de sécurité. L'année dernière, les Etats-Unis ont accordé au Liban une aide militaire de 40 millions et de 5 millions cette année jusqu'ici. (Chris Marsden, 27 mai)

Les médias ont présenté le Fatah Al Islam, d'une manière très déformée, comme une organisation liée au mouvement du Fatah en Palestine, organisation laïque fondée par Yasser Arafat. D'un point de vue idéologique, le Fatah Al Islam est semblable à Al Qaïda dont on sait que ce mouvement est financé par l'Arabie saoudite et les Etats du Golfe et soutenu par l'ISI en liaison avec son double américain.

Selon Seymour Hersh, l'Arabie saoudite finance et apporte un soutien secret au Fatah Al Islam en accord étroit avec le gouvernement Bush. Hersh signale l'existence d'un «accord particulier» entre des responsables néoconservateurs et le prince Bandar bin Sultan d'Arabie saoudite, qui a collaboré étroitement avec le directeur de la CIA George Tenet lorsqu'il était ambassadeur à Washington. Le gouvernement libanais est également impliqué dans cette opération des services secrets:

«Les acteurs principaux sont les Saoudiens. Ce que j'évoquais [je = Hersh] était une espèce d'accord particulier conclu entre la Maison Blanche, c'est-à-dire entre Dick Cheney et Elliott Abrams, un des principaux conseillers de la Maison Blanche, et Bandar. L'objectif était d'obtenir le soutien secret des Saoudiens pour qu'ils soutiennent différents djihadistes purs et durs, des -groupes sun-nites, en particulier au Liban qui, en cas de réel conflit avec le

Hezbollah, groupe chiite du Sud-Liban, serait considéré comme un atout. Voilà, c'est aussi simple que cela. Maintenant, notre objectif est de soutenir les sunnites partout où nous pouvons contre les chiites, en Iran, au Liban. [...] Nous cherchons à provoquer en certains endroits, en particulier au Liban, des violences sectaires.» (Interview de Seymour Hersh, CNN International's «Your World Today», 21 mai)

Le type de soutien apporté au Fatah Al Islam par les Saoudiens fait partie d'une opération secrète américaine semblable à celle menée par la CIA dans les années 1980 pour appuyer Al Qaïda. «Les Etats-Unis étaient très impliqués. C'est une opération secrète que Bandar a menée avec nous. Rappelez-vous que nous sommes entrés en guerre en Afghanistan en soutenant Oussama Ben Laden, les moudjahidin à la fin des années 1980 avec Bandar et avec des gens comme Eliott Abrams à proximité, l'idée étant que les Saoudiens nous promettent de pouvoir contrôler les djihadistes. Nous avons dépensé des tas d'argent et consacré beaucoup de temps [...] à la fin des années 1980 à soutenir les djihadistes [...] Et maintenant c'est pareil, nous utilisons à nouveau les Saoudiens pour soutenir les djihadistes [le Fatah Al Islam], les Saoudiens nous ayant donné l'assurance qu'ils contrôlaient ces divers groupes, comme celui qui est en contact maintenant avec le gouvernement à Tripoli.» (Ibid.)

Evénements organisés au Liban?

Le Fatah Al Islam est un instrument des services secrets financé par l'Arabie saoudite. Alors que le gouvernement Bush accuse Damas de soutenir le Fatah Al Islam, on a des raisons de penser que les massacres dans les camps de réfugiés palestiniens sont le résultat d'une opération soigneusement organisée par les services de renseignements militaires.

Depuis l'été 2006, à la suite des bombardements israéliens sur le Liban, les forces de l'OTAN sont présentes à l'intérieur du Liban et au large du littoral syrio-libanais. La Résolution du Conseil de sécurité autorisant le déploiement de forces de maintien de la paix fut la première étape de ce processus qui commença après le retrait des forces syriennes du Liban en 2005.

L'objectif de la feuille de route militaire est de créer au Liban des violences sectaires qui serviront de prétexte à une intervention militaire intensifiée des forces de l'OTAN sous mandat officiel de l'ONU et cela «pour des raisons humanitaires». Cette intervention militaire «humanitaire» en liaison avec Israël est envisagée comme une suite au retrait des troupes syriennes en 2005 et des bombardements d'Israël de 2006. Si elle était lancée, elle pourrait conduire à une occupation de fait du Liban ainsi qu'à la mise en application d'un blocus dirigé contre la Syrie.

Le prétexte à ces opérations militaires intensifiées est le prétendu soutien de la Syrie au Fatah Al Islam et la prétendue implication de la Syrie dans l'assassinat de Rafiq Hariri. L'enquête - qui tombe à point nommé - sur cet assassinat et la constitution d'un tribunal illégal sont utilisés par la coalition pour provoquer des sentiments anti-syriens au Liban. D'un point de vue militaire et stratégique, le Liban est la porte de la Syrie. La déstabilisation du Liban sert les objectifs militaires de la coalition Etats-Unis/OTAN/Israël dirigée contre l'Iran et la Syrie. Les services secrets américains lâchent leurs brigades islamiques tout en accusant l'ennemi de soutenir des groupes terroristes qui, en réalité, sont soutenus et financés secrètement par l'Oncle Sam.

[Article original en anglais, « Islamic Terrorists » supported by Uncle Sam: Bush Administration « Black Ops » directed against Iran, Lebanon and Syria](#), 31 mai 2007.

Traduction [Horizons et débats](#), No 27, 16 juillet 2007.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Prof Michel Chossudovsky](#), Mondialisation.ca, 2007

Articles Par : [Prof Michel Chossudovsky](#)

A propos :

Michel Chossudovsky is an award-winning author, Professor of Economics (emeritus) at the University of Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has taught as visiting professor in Western Europe, Southeast Asia, the Pacific and Latin America. He has served as economic adviser to governments of developing countries and has acted as a consultant for several international organizations. He is the author of eleven books including *The Globalization of Poverty and The New World Order* (2003), *America's "War on Terrorism"* (2005), *The Global Economic Crisis, The Great Depression of the Twenty-first Century* (2009) (Editor), *Towards a World War III Scenario: The Dangers of Nuclear War* (2011), *The Globalization of War, America's Long War against Humanity* (2015). He is a contributor to the *Encyclopaedia Britannica*. His writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal for Merit of the Republic of Serbia for his writings on NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at crgeditor@yahoo.com

Michel Chossudovsky est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) de Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca